



**Plateforme
de la
Tendance
Communiste
Internationaliste**

Plate-forme de la Tendance Communiste Internationaliste (2020)

Préface à la traduction en français

De nombreux camarades nous ont interrogé sur les raisons nous ayant conduit à faire paraître une nouvelle version de notre Plate-forme. Dans son contenu politique, cette version ne diffère certes pas de la précédente. En revanche, la façon de présenter son contenu a été repensée. Plusieurs raisons ont motivé cette révision formelle. D'abord, cette plate-forme était toujours celle qu'avait adoptée le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire (BIPR), notre organisation originale. Publiée au début des années 1990 alors que venaient de s'effondrer l'URSS et son empire, l'introduction de la Plate-forme était fortement marquée par ces événements. Une mise à jour devenait donc urgente. Ensuite, le BIPR s'était élargi au-delà de ses deux composantes fondatrices, le Parti Communiste Internationaliste (Battaglia Comunista) d'Italie et la Communist Workers' Organisation du Royaume-Uni. De nouvelles organisations au Canada, aux États-Unis et en Allemagne ont fait leur entrée au BIPR, situation qui justifiait l'adoption d'un nom plus approprié : la Tendance Communiste Internationaliste (TCI). Cependant, le changement s'était alors limité à la transformation du nom de l'organisation sans que l'ancienne Plate-forme n'ait été revue. En 2019, il était devenu clair que l'introduction était dépassée : elle faisait référence à des événements survenus deux décennies plus tôt, sans prendre en compte l'approfondissement de la crise capitaliste déclenché par l'éclatement de la bulle spéculative en 2007-2008.

Nous avons d'abord envisagé de réécrire l'introduction précédant la Plate-forme du BIPR. Une introduction a donc été rédigée sur laquelle chaque organisation appartenant à la TCI devait prendre position. Lors de l'Assemblée Générale annuelle de la CWO tenue à Manchester en novembre 2019, à laquelle assistait aussi des camarades de l'organisation membre de la TCI en Allemagne, ayant adopté depuis le nom de Gruppe Internationalistische Kommunisten (GIK), de jeunes camarades sont intervenus au sujet de cette plate-forme. Ils ont notamment critiqué la division du texte en deux parties, dont la deuxième était toujours intitulée «Principes directeurs de l'organisation». Ils soulignèrent en particulier qu'une telle disposition du texte en rendait la lecture difficile et répétitive. Au cours de cette AG, de nombreuses propositions ont été faites pour simplifier le texte. Le résultat de ce travail de ré-élaboration fut ensuite retourné au Bureau International de la TCI, conduisant à un examen plus poussé de la Plate-forme et à l'adoption d'amendements. Finalement, une nouvelle version du texte fut adoptée au printemps de cette année. Nous pensons que ce document est plus clair que le précédent et qu'il peut être un outil plus efficace pour rentrer en débat avec les tendances politiques nouvelles qui tendent à émerger dans le monde. Nous souhaitons donc qu'il puisse être traduit dans différentes langues pour nos membres et sympathisants.

TCI, Août 2020

Qui sommes-nous ?

La TCI est issue du BIPR, fondé en 1983. Cependant, les origines politiques de la TCI plongent plus loin dans l'histoire. Nous nous considérons en effet comme un produit de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. A ce titre, notre orientation s'inspire des leçons dégagées par Marx et Engels dans la période de la I^{ère} Internationale et de la Commune, ainsi que des éléments révolutionnaires agissant au sein de la social-démocratie avant la Première Guerre mondiale.

Le Parti Communiste d'Italie fut fondé, dans le premier après-guerre, par nos prédécesseurs politiques immédiats. Ces derniers y exercèrent un rôle dirigeant jusqu'à leur isolement sous la pression de l'Internationale Communiste (Komintern), déjà engagée dans un processus de dégénérescence par la «bolchevisation» dans les années 1920. La Gauche Communiste entreprit une lutte politique d'abord avec le Comité d'Entente (1925), puis de l'intérieur des prisons fascistes et des usines de France et de Belgique. En 1943, ces mêmes camarades fondèrent le Parti Communiste Internationaliste (PCInt) en Italie. Ce parti fut le seul à s'opposer, sans équivoque, aux deux fronts impérialistes opposés de la Seconde Guerre mondiale. L'approche politique à la base de la TCI s'inspire en particulier de la plate-forme du PCInt de 1952.

Notre Tendance fut créée sous l'impulsion conjointe du PCInt et de la Communist Workers Organisation (CWO) du Royaume-Uni. Deux raisons principales présidaient à cette initiative.

* La première raison consistait à organiser une tendance déjà existante au sein du camp politique prolétarien. Cette tendance était en effet apparue lors des Conférences Internationales appelées par *Battaglia Comunista*¹ entre 1977 et 1981. Lors de la Troisième Conférence, la CWO et le PCInt

adoptèrent sept points qui servirent de critères d'adhésion à la dernière de ces conférences :

1. Reconnaissance du caractère prolétarien de la Révolution d'Octobre,
2. Reconnaissance de la rupture avec la social-démocratie par les deux premiers Congrès de la III^{ème} Internationale,
3. Rejet sans réserve du capitalisme d'État et de l'autogestion,
4. Rejet des partis «socialistes» et «communistes», caractérisés comme partis bourgeois,
5. Rejet de toutes les politiques qui enchaînent le prolétariat à sa bourgeoisie nationale,
6. Une ligne au sujet de l'organisation des révolutionnaires fondée sur la méthode marxiste,
7. Reconnaissance des rencontres internationales comme constitutives du travail de discussion entre groupes révolutionnaire pour coordonner leur intervention politique active en direction de la classe en lutte et dans le but de contribuer au processus de constitution du Parti International du Prolétariat. Ce parti est un organe politique indispensable dans l'orientation du mouvement de classe révolutionnaire et du pouvoir prolétarien lui-même.

* La seconde raison marquait la volonté d'agir comme pôle de référence pour les individus et les organisations qui émergeaient sur la scène internationale, au moment où l'approfondissement de la crise du capitalisme provoquait une réponse politique.

En réalité, les décennies nous séparant de la fondation de notre tendance n'ont pas été marqué par la reprise d'une lutte de classe massive. Au contraire, la réponse ouvrière aux attaques croissantes du capital s'est resserrée autour de conflits exprimant parfois une forte combativité, mais caractérisés par leurs limites

¹ La publication du PCInt.

corporatistes (comme la grève des mineurs britanniques de 84-85, ou la lutte dans les chantiers navals espagnols en 1984). Le résultat de ces luttes fut une défaite pour la classe. Le capital international a donc bénéficié d'un moment de répit grâce auquel il a pu opérer des restructurations, au prix de la suppression de millions de postes de travail, de la multiplication des mesures d'austérité, de la dégradation des conditions de travail et du prix de vente de la force de travail.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant qu'on ait vu relativement peu de nouveaux venus aux positions politiques prolétariennes lors des années 80. Plusieurs de ceux qui se sont manifestés ont plus tard disparu, à mesure que l'isolement politique les accablait. Néanmoins, malgré la situation objective défavorable et la modestie de nos forces, l'existence organisationnelle de la TCI s'est consolidée.

A l'intérieur du camp prolétarien d'aujourd'hui, la TCI constitue une tendance spécifique et identifiable qui lutte pour le futur parti révolutionnaire. Le camp prolétarien se définit comme celui qui se bat pour la défense de l'autonomie de la classe ouvrière face au capital, qui ne se lie par aucun lien avec le nationalisme quel qu'en soit le prétexte, qui n'assimile en aucun cas le stalinisme et l'ex-URSS au socialisme, et enfin qui reconnaît qu'Octobre 1917 aurait pu être le point de départ d'une révolution d'ampleur mondiale. Diverses organisations trouvent leur place à l'intérieur de ces repères politiques. Cependant, il subsiste entre elles d'importantes divergences politiques, notamment sur la question controversée de la nature et de la fonction de l'organisation révolutionnaire.

Le cadre politique de la TCI est le suivant :

1. La révolution prolétarienne sera internationale ou sera défaite. Elle présuppose l'existence d'un parti international représentant l'expression politique concrète de la partie du prolétariat possédant la conscience de classe la plus avancée, et qui s'organise collectivement afin de lutter pour le programme révolutionnaire au sein du reste de la classe. L'histoire a démontré que les tentatives en vue de former le parti pendant le déroulement même de la révolution furent trop limitées et trop tardives,
2. La TCI a donc comme objectif la création d'une nouvelle Internationale prolétarienne, dès que le programme politique et les forces internationales le permettront. La TCI milite résolument pour le parti, mais elle ne prétend pas être son seul noyau existant. Le futur parti ne sera pas la simple expansion d'une organisation seule,
3. Avant que le parti mondial puisse être formé, les détails précis de son programme révolutionnaire devront être clarifiés sous tous leurs aspects, via la discussion et le débat parmi ses fractions constituantes potentielles,
4. Les organisations qui en viendront éventuellement à former le parti mondial doivent déjà avoir une existence significative à l'intérieur de la classe ouvrière dans les régions d'où elles proviennent. La proclamation du parti international (ou de son noyau initial) uniquement sur la base de l'existence de groupes propagandistes ne constituerait en rien un pas en avant pour le mouvement révolutionnaire,
5. L'organisation révolutionnaire doit s'évertuer à dépasser l'état d'un simple réseau de propagande. Malgré les opportunités limitées, la tâche des organisations prolétariennes d'aujourd'hui est de se constituer comme des forces révolutionnaires au sein de la classe ouvrière pour être capables d'éclairer la voie à suivre dans la lutte des classes en vue d'organiser et d'orienter les luttes révolutionnaires de demain,
6. La leçon à tirer de la dernière vague révolutionnaire n'est ni que la classe ouvrière peut se passer d'une direction organisée, ni que le parti doit se substituer à la classe (selon les abstractions métaphysiques des bordiguistes). En réalité, l'orientation politique et sa forme organisée (le parti) sont les armes les plus importantes de la classe

ouvrière révolutionnaire. La tâche de l'organisation politique sera de se battre pour une perspective communiste au sein des organes de masse du pouvoir prolétarien (les soviets ou conseils). Le parti demeurera ainsi une minorité de la classe ouvrière, sans se substituer à la classe en général. La tâche d'édifier le socialisme appartient à la classe ouvrière dans son ensemble. C'est une tâche qui ne peut être déléguée, pas même à l'avant-garde la plus consciente de la classe.

Introduction

Nous vivons une période grosse de dangers caractérisés par une énorme disproportion entre la gravité de la crise économique et la menace de la guerre impérialiste qui en résulte d'une part, et le faible niveau de riposte du prolétariat à la crise du système d'autre part. La domination réelle du capital sur la production et la distribution est devenue de plus en plus totale sur l'ensemble des relations sociales et politiques. L'idéologie bourgeoise a pénétré en profondeur la classe ouvrière par l'entremise des partis sociaux-démocrates et des syndicats. Par leur intermédiaire, les tentatives prolétariennes de résistance aux effets de la crise peuvent être étouffées dès le départ.

Des grèves éclatent, quelques fois même dans un secteur entier de la production d'un pays, sans parvenir à s'étendre parce que le sens de la solidarité et de l'unité de classe ont été étranglés par le nationalisme et l'individualisme, par l'espoir de changer les choses entreprise par entreprise. Il s'agit bien là d'expressions de l'idéologie bourgeoise que la gauche du capital a distillé parmi les travailleurs et les travailleuses. La domination du capitalisme sur la classe ouvrière, par l'intermédiaire des syndicats et des partis de la gauche du capital, est la manifestation concrète de ce que Marx appelait la « réification des rapports sociaux ». Quelles que furent les origines historiques des organisations de la gauche du capital, elles ne sont plus aujourd'hui que les organes du totalitarisme capitaliste. Il ne s'agit plus

seulement de les dénoncer mais de lutter contre elles sur le plan politique et organisationnel.

En dépit des incontestables succès du capitalisme à contenir la lutte des classes, ses contradictions persistent. En tant que marxistes, nous savons qu'elles ne pourront être contenues éternellement. Mais l'explosion de ces contradictions ne débouchera pas mécaniquement vers une révolution victorieuse. Dans l'ère impérialiste, la guerre mondiale est le moyen par lequel le capital «contrôle» et dénoue temporairement ses contradictions.

Cependant, il est possible que l'emprise politique et idéologique de la bourgeoisie sur la classe ouvrière puisse être rompue, avant que le capitalisme nous entraîne vers la guerre généralisée. En d'autres termes, des vagues de lutte de classes massives et soudaines peuvent se produire. Les révolutionnaires doivent s'y préparer en conséquence. Quand la classe reprendra à nouveau l'initiative et commencera à utiliser sa force collective contre les attaques du capital, les organisations politiques révolutionnaires devront être en position de mener les batailles politiques et organisationnelles nécessaires contre les forces de la gauche bourgeoise.

Chaque vague de luttes successives peut être une préparation pour la révolution si le programme et l'organisation des révolutionnaires en ressortent plus forts, si le programme révolutionnaire et l'organisation qui le porte réussissent, dans la lutte elle-même, à s'enraciner au sein de la classe ouvrière. Cette nécessité est démontrée par l'expérience historique du prolétariat.

La révolution russe de 1905 fut la préparation de 1917 dans le sens où le programme révolutionnaire qui menait à 1917 sortait renforcé des batailles précédentes. Aujourd'hui, il n'y a aucune garantie pour qu'un essor de luttes généralisées et insurrectionnelles permette aux forces révolutionnaires de se développer, quand bien même ces luttes déboucheraient en apparence sur une défaite provisoire. En revanche, il est certain que si un tel mouvement

de masse survenait sans influence réelle des idées révolutionnaires tout en ayant une importance politique et organisationnelle pour la classe ouvrière dans son ensemble, la défaite prendrait des proportions historiques. C'est pourquoi la tâche de l'organisation politique prolétarienne est de retourner à la classe ouvrière les leçons de sa propre expérience historique, d'organiser les éléments les plus avancés produits par la classe et de conduire la lutte prolétarienne dans la perspective révolutionnaire et internationaliste afin que cette expérience se transforme en une force matérielle pour l'émancipation de notre classe.

Le capitalisme

Comme dans toutes les sociétés de classe, le mode de production capitaliste est affecté par la contradiction entre les rapports de production d'une part, et les forces productives d'autre part. Sous le capitalisme, la force de travail est une marchandise vendue par ses détenteurs (le prolétariat) en échange d'un salaire correspondant à la valeur des biens assurant son maintien et sa reproduction. En terme de classe, cette situation est à l'origine d'une contradiction entre la bourgeoisie, qui possède le capital et dirige l'utilisation des moyens de production, et le prolétariat qui exerce sa force de travail sur ces moyens.

La nature et le travail sont les deux sources de toute valeur réelle. Seule la force de travail peut transformer des matières premières en marchandises. Ces dernières possèdent tout à la fois une valeur d'usage et une valeur d'échange. Cependant, la valeur d'usage n'intéresse les capitalistes que dans la mesure où elle fait l'objet d'une vente et leur permet de réaliser la valeur d'échange. C'est dans la capitalisation de la valeur d'échange, c'est-à-dire de la plus-value extraite par l'exploitation de la force de travail salariée, que se trouve la source du profit capitaliste. Les efforts entrepris par le capital pour dégager de plus en plus de valeur à partir de la force de travail est à la base de la lutte de classe entre bourgeois et prolétaires, entre capitalisme et classe ouvrière. Cela était déjà vrai au XIX^{ème} siècle, bien qu'une nouvelle

catégorie d'économistes niait que l'origine de la valeur résidait dans la force de travail. Cela demeure tout aussi vrai au sein de la société actuelle, que certains porte-paroles de la bourgeoisie qualifient de « post-industrielle » et dans laquelle la classe ouvrière, selon eux, aurait disparu. Les contradictions de classe fondamentales se maintiennent en dépit des transformations techniques introduites dans la production capitaliste, voire se consolident en corrélation avec ces transformations.

Le caractère volatile de la croissance des forces productives durant les cinquante dernières années a intensifié drastiquement l'exploitation de la force de travail. Tandis que l'exploitation croissait, la tendance à la baisse du taux de profit et la pauvreté à l'échelle mondiale ont augmenté. L'anticipation prophétique, formulée par Marx et Engels dans le *Manifeste* de 1848, n'a jamais été aussi vraie qu'aujourd'hui :

Les conditions bourgeoises de production et de commerce, les rapports de propriété bourgeois, la société bourgeoise moderne, qui a fait éclore de si puissants moyens de production et de communication, ressemble à ce magicien, désormais incapable d'exorciser les puissances infernales qu'il a évoquées.

Le Manifeste communiste. Œuvres I, La Pléiade, p. 167.

D'un côté, le développement technologique du capital conduit à une diminution du taux de profit et crée des blocages dans le processus de valorisation du capital, qui sont à la racine de la crise permanente dans laquelle nous nous trouvons. D'un autre côté, cette situation a pour conséquence l'intensification de l'exploitation, l'empoisonnement de la planète, la déforestation, la pollution, la dévastation des écosystèmes terrestres et maritimes (voir par exemple la dispersion dans les océans de « continents » de déchets plastiques). Ces phénomènes constituent en réalité un processus d'extinction massive de la faune et de la flore, tandis que l'émission dans l'atmosphère de quantités gigantesques de CO² accélère l'urgence climatique. Nous assistons par

conséquent à des processus de désertification et de raréfaction des ressources en eau, qui forcent des centaines de millions d'êtres humains à fuir des régions devenant de moins en moins vivables, aux pôles comme à l'équateur.

Voilà donc quels sont les fruits du capitalisme, dont la gravité ne peut que s'accroître tant que le capitalisme demeure le mode de production dominant. La seule issue possible ne peut résider que dans le dépassement révolutionnaire de l'exploitation capitaliste, s'attaquant à toutes les formes que celle-ci revêt.

«Le prolétariat seul forme une classe réellement révolutionnaire» (Manifeste Communiste), dans la mesure où il s'affirme dans sa lutte unitaire pour mettre fin à la société de classe et supprimer ainsi toute forme d'exploitation et d'oppression. Celle-ci trouve pour une part son origine dans les modes de production antérieurs, pour l'autre dans les contradictions mêmes de la société capitaliste. Elle s'exprime par différentes formes de domination sociale : préjugés, fanatisme, misère économique, esclavage, dégradation et discrimination. Elle est un outil hautement utile aux mains de la classe dirigeante pour attaquer les fractions les plus vulnérables de la société (comme en témoignent le bas salaire des femmes et des immigrés) tout en lui permettant d'entretenir les divisions au sein de la classe ouvrière. Il s'ensuit que nous devons combattre toutes les formes d'oppression, comme celles qui se fondent sur les relations de sexe et de race puisqu'elles affaiblissent la solidarité de classe et obscurcissent la véritable nature des rapports sociaux capitalistes.

Le capitalisme d'État

L'antagonisme fondamental entre la nature sociale du travail et la possession restreinte de la propriété demeure, indépendamment de la forme légale de la propriété bourgeoise des moyens de production à tel ou tel moment, d'une part, et les formes changeantes du caractère social du travail salarié, d'autre part. Au XIX^{ème} siècle, le capitalisme occidental était incarné par le capitaliste individuel, extrayant de la plus-value directement des travailleurs exploités sous son

contrôle. Au XX^{ème} siècle, de nouveaux modes de contrôle par le capital se sont consolidés. L'appropriation par l'État des moyens de production essentiels n'a cependant pas altéré leur nature capitaliste, en tant qu'ils sont la propriété du capital financier comme forme réelle du capital à l'époque impérialiste. De même, la prédominance de monopoles nationaux et multinationaux au travers des sociétés par actions (agissant en tant que capital «social») ne signifie pas la fin des contradictions de base du capitalisme, mais plutôt leur exacerbation et leur extension en leur donnant une dimension internationale. C'est ce qu'Engels reconnaissait il y a longtemps lorsqu'il expliquait que :

... ni la transformation en société par actions, ni la transformation en propriété d'État ne suppriment la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'État moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'État moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'État des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble.

Anti-Dühring, ES, p. 315.

Ainsi, ces pays dont on nous disait, il n'y a pas si longtemps qu'ils étaient socialistes n'étaient en fait rien de plus qu'une forme particulière de capitalisme d'État dans lequel l'État contrôlait directement les moyens matériels de production et détenait le monopole du marché. L'effondrement misérable de l'URSS ne fait que confirmer l'analyse développée par la Gauche communiste (fondée sur la critique de l'économie politique, le marxisme) durant les longues années qui séparent la Révolution

d'Octobre de l'écroulement du bloc russe. L'amalgame tragique entre propriété d'État et socialisme a pris fin maintenant que le prétendu «socialisme réellement existant» s'est effondré, pour adopter la structure organisationnelle et juridique du capitalisme mondial.

La période actuelle

Ainsi que nous l'avons signalé, la période présente se distingue par la plus longue et profonde crise structurelle de l'histoire du capitalisme. Même si ce mode de production est toujours exposé à la crise, c'est seulement depuis le début des années 1970 que les effets de la baisse du taux de profit se sont manifestés avec éclat. Ces effets révèlent toute l'incapacité du capitalisme mondial à s'extraire de son cycle infernal.

La société capitaliste actuelle repose sur une contradiction entre, d'un côté, le potentiel technologique dont le niveau n'avait encore jamais été atteint dans l'histoire humaine et, d'un autre côté, le maintien d'une contrainte à produire pour produire bien que les taux de croissance soient durablement diminués. Parallèlement, une part décroissante de la richesse produite est affectée à «l'État-providence».

La baisse du taux de profit pousse le capital dans la voie de la spéculation, aux dépens de l'investissement productif. Les bulles spéculatives apparaissant périodiquement sur les marchés financiers, les crises financières qui en résultent, l'endettement des entreprises, des États et des ménages, ont été et sont toujours typiques de cette tendance. Dans le même temps, les salaires directs, indirects et différés sont partout soumis à une offensive montante. Bien qu'elles aient toujours été présentes et dévastatrices comme les crises économiques qui les génèrent, les guerres sont devenues un phénomène permanent du capitalisme. Mais aujourd'hui, la guerre s'offre comme une issue centrale qu'emploie le capital pour remédier à la dévaluation du capital, en détruisant de la valeur pour reconstruire. Cette issue reste la seule disponible pour tenter d'ouvrir au capital un

nouveau cycle d'accumulation, en portant à des niveaux supérieurs la concentration du capital industriel (c'est-à-dire les moyens de production) et la centralisation du capital financier.

L'État continue ainsi de s'endetter pour relancer la production, dans une course désespérée pour endiguer la crise. À ce jour, l'ombre du krach de 2008 continue de planer sur tout le système capitaliste tandis que s'accumulent les signaux de la prochaine crise mondiale, encore plus dévastatrice.

La social-démocratie

L'ouverture de l'époque impérialiste du capitalisme avec son cycle infernal (guerre mondiale / reconstruction / crise) a aussi inscrit à l'agenda de l'histoire la possibilité d'une plus haute forme de civilisation : le communisme. Cette possibilité a été confirmée de façon dramatique en octobre 1917 lorsque le prolétariat russe s'empara du pouvoir, en initiant la première étape de la révolution européenne et mondiale pour répondre aux massacres et aux dévastations de la Première Guerre mondiale. L'expérience de cette période a confirmé de façon non moins dramatique la banqueroute de la majorité des vieux partis de la II^{ème} Internationale. Ces partis s'appliquèrent à justifier le massacre mutuel des prolétaires en soutenant «leurs» États nationaux au cours de la guerre impérialiste. Ils allèrent jusqu'à lutter ouvertement, au nom même du socialisme, contre la tendance à la révolution qui s'était fait jour dans les mouvements insurrectionnels de l'après-guerre.

Il y a une donc une différence de nature entre les organisations politiques prolétariennes de la période précédant Octobre et celles de la période postérieure. Durant la montée et la consolidation du capitalisme en tant que mode de production dominant, les mouvements bourgeois nationaux ou anti-despotiques ont constitué un cadre dans lequel les masses du prolétariat européen pouvaient se mobiliser. Cette situation particulière favorisait du même coup la formation de vastes syndicats et organisations

politiques. Grâce à ces regroupements, la classe ouvrière pouvait exprimer son identité de classe autonome et défendre ses revendications propres, même à l'intérieur des rapports sociaux et politiques bourgeois. La théorie révolutionnaire élaborée par Marx et Engels devenait aussi pleinement une composante de la vie politique prolétarienne, bien que l'activité pratique des forces principales de la social-démocratie restait étrangère aux principes marxistes. Pour ces partis socialistes, la révolution que Marx avait anticipé demeurait un objectif éloigné. Cet objectif pourrait un jour être atteint, mais les moyens pour y parvenir n'étaient jamais précisément définis. Le socialisme restait donc «un but final» pour lequel les partis sociaux-démocrates prétendaient lutter, bien qu'en fait l'objectif stratégique qui définissait leur tactique n'était pas l'assaut contre le pouvoir mais, de plus en plus, la participation électorale, la journée de huit heures, la liberté d'organisation, etc.

Avec le passage de la social-démocratie à l'impérialisme en 1914, le mouvement ouvrier franchit un tournant décisif. La rupture complète des communistes face au réformisme fut rendue nécessaire par le changement de nature du courant animé par la II^{ème} Internationale (1889-1914), qui avait dominé jusque-là le mouvement de masse. La fondation de la III^{ème} Internationale, proclamant que l'ère de la révolution prolétarienne mondiale était commencée, signifiait la victoire des principes véritables du marxisme. L'activité communiste était dorénavant centrée sur le renversement de l'État capitaliste afin de créer les conditions pour la construction d'une nouvelle société.

L'époque de l'impérialisme est celle de la domination capitaliste au niveau mondial et cela exige une stratégie révolutionnaire plus directe et universelle. La révolution prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat sont les principes de base de l'Internationale. Certes des situations spécifiques donnent lieu à des différences, ou plus exactement à des formes sociales et politiques de domination bourgeoise diverses à travers le monde, qui appellent des approches tactiques différentes. Néanmoins, la

tactique de l'organisation prolétarienne internationale est toujours définie sur la base de son programme révolutionnaire mondial. L'ère des luttes démocratiques est définitivement close depuis que nous sommes entrés dans l'époque de l'impérialisme.

Le parlement

Les communistes n'entretiennent aucune illusion sur la possibilité que les travailleurs et les travailleuses puissent s'émanciper grâce à l'élection d'une majorité au Parlement. C'est d'abord une illusion du «*crétinisme parlementaire*» (Marx, ***Le Dix-huit Brumaire***) que de croire que la classe dominante resterait pacifique alors que nous passerions légalement au socialisme. La démocratie parlementaire n'est que le camouflage qui masque la dictature de la bourgeoisie. Les vrais organes de pouvoir dans une société démocratique bourgeoise se trouvent à l'extérieur du Parlement : dans les mains de la bureaucratie d'État, des forces de sécurité et des détenteurs des moyens de production. Le Parlement est cependant utile à la bourgeoisie parce qu'il donne l'illusion aux travailleurs et aux travailleuses de décider qui les gouvernera. C'est pourquoi les révolutionnaires s'opposent aux élections parlementaires et appellent les travailleurs et les travailleuses à se battre sur leur propre terrain de classe.

Le parti révolutionnaire doit en outre démontrer que ce n'est que par la destruction du capitalisme et de ses organes d'État qu'il sera possible pour la classe ouvrière de s'assurer l'entière liberté d'expression et d'organisation. Cette liberté sera garantie par le pouvoir des conseils ouvriers, au sein desquels les délégués seront élus par les travailleurs et travailleuses et resteront révocables par leurs mandants. Dès lors que ce pouvoir aura permis de supprimer les rapports sociaux capitalistes, les conseils auront en même temps supprimé les classes et donc la fonction que remplissait jusque-là l'État. D'organes remplissant des fonctions au sein du semi-État, les conseils ouvriers se transformeront alors en simples instruments d'organisation de l'économie. C'est cela que nous comprenons lorsque nous parlons de

«l’extinction de l’État de la dictature du prolétariat».

Les syndicats

Les syndicats sont des organes de médiation entre le capital et le travail. Ils sont apparus dans l’histoire comme des organes de négociation du prix de la force de travail. Ils n’ont jamais été ni ne sauraient donc être des instruments permettant de renverser l’État bourgeois. À l’époque impérialiste, les syndicats – quelle que soit leur composition sociale respective – sont des organisations qui travaillent à la préservation du capitalisme, tout particulièrement dans les moments cruciaux où celui-ci est menacé.

Les syndicats combattifs ou «de base», qui se présentent comme une alternative radicale et se posent en opposants aux syndicats officiels, sont devenus des armes redoutables. Ils s’inscrivent en effet pleinement dans la fonction de marchandage. Ils entrent également en conflit les uns contre les autres et contribuent de ce fait à entretenir la division de la classe ouvrière. Incapables de s’extraire de la logique de négociation pour soutenir la lutte de classe révolutionnaire, ils deviennent inévitablement des obstacles à l’élargissement de la lutte prolétarienne et, par dessus tout, à la maturation de la conscience politique et de l’organisation révolutionnaire anticapitaliste. Il s’ensuit que les révolutionnaires ne se proposent pas de conquérir les syndicats ni même de les transformer en organes révolutionnaires. Partout, la révolution prolétarienne devra combattre les syndicats car ils seront les bastions de la contre-révolution.

L’expérience de la dernière vague révolutionnaire et de la contre-révolution qui l’a suivie a rendu absolument clair, pour les marxistes révolutionnaires, ce fait : le syndicat n’est pas ni ne peut devenir l’organe de lutte de masse grâce auquel la minorité politique de la classe (le parti) peut propager son programme et ses slogans à la classe dans son ensemble. De tels organes de masse, dont la double nature d’organes de lutte et de pouvoir a été établie par la théorie marxiste, apparaissent dans des

situations de développement de la lutte des classes. Historiquement, ils sont apparus sous la forme de communes ou de soviets (conseils). Tout comme les communistes ne peuvent exercer une force déterminante que dans des situations exceptionnelles, les organes de masse que la classe ouvrière crée et qui rendent possible cette force ne naissent que dans des périodes de lutte montante.

En dehors de ces situations, le parti doit travailler à étendre son influence et à soutenir l’avant-garde de la classe. Le devoir permanent des communistes est de participer aux luttes ouvrières, de les stimuler et de montrer le chemin à suivre. La capacité des luttes à s’étendre du niveau immédiat duquel elles ont surgi vers l’arène la plus large, celle de la lutte politique contre le capital, dépend de la présence active des communistes sur les lieux de travail. C’est l’objectif de l’organisation communiste que de regrouper les travailleurs conscients sur les lieux de travail, non pas en vue d’une activité syndicale mais pour constituer une relation directe entre le parti et les larges masses de la classe ouvrière.

Les luttes de libération nationale

L’époque historique où les luttes de libération nationale pouvaient représenter un élément de progrès dans le monde capitaliste s’est terminée avec la Première Guerre impérialiste en 1914. Le caractère global du capitalisme à l’époque impérialiste implique que l’apparente diversité des formations sociales dans le monde ne peut plus être le reflet d’une variété des modes de production. Ainsi, il n’y a pas lieu que le prolétariat adopte des stratégies d’action révolutionnaire distinctes dans les différentes parties du globe.

La contribution de Marx avait déjà établi une distinction entre le mode de production et les formations sociales qui lui correspondent plus ou moins. L’expérience historique des sociétés de classe a confirmé que des formations sociales différentes, en tant qu’elles résultent de processus historiques propres, peuvent coexister au sein du mode de production capitaliste. Elles

n'en sont pas moins toutes dominées par l'impérialisme qui profite des différences nationales, ethniques et culturelles afin de prolonger son existence. Tout comme les couches sociales et les traditions varient dans les divers régions et pays, les formes de domination politique bourgeoise varient également. Dans tous les cas, le vrai pouvoir qu'elles exercent est toujours le même : celui du capitalisme.

L'affirmation que la question nationale resterait ouverte dans certaines régions du monde, et qu'en conséquence le prolétariat devrait subordonner sa stratégie et sa tactique propres à l'alliance avec la bourgeoisie nationale (ou pire avec l'un des fronts impérialistes), doit être absolument rejetée. C'est seulement lorsque le prolétariat s'unira pour défendre ses propres intérêts de classe que la base de toute oppression nationale sera ébranlée. Les organisations révolutionnaires rejettent par conséquent toute tentative nuisant à la solidarité de classe sur la base d'idéologies de séparation religieuse, raciale ou culturelle.

Révolution et contre-révolution

La défaite du mouvement révolutionnaire européen et la nature de la contre-révolution en Russie posèrent des problèmes que les marxistes révolutionnaires avaient à résoudre, pour tirer toutes les leçons de l'expérience comprise entre 1917 et le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Le processus contre-révolutionnaire s'est prolongé à l'intérieur même de la IIIème Internationale par l'obligation faite aux partis membres de défendre l'État russe. En même temps, ces partis accomplissaient un bond en arrière en revenant à la stratégie et à la tactique sociale-démocrates. Ce processus de dégénérescence emporta Trotski et ses partisans, qui adoptèrent une politique d'entrisme à l'intérieur des partis sociaux-démocrates et travaillistes (le soi-disant « tournant français »). Cette politique, ainsi que le soutien apporté par le trotskysme aux ambitions impérialistes de l'URSS, exclut définitivement ce courant du camp révolutionnaire.

La tâche de tirer les leçons de la défaite revint donc à d'autres. Le travail accompli à cette époque par la Gauche communiste sur la nature capitaliste d'État et impérialiste de la Russie empêcha que le programme communiste ne soit lui-même totalement discrédité par les positions pro-russes des partis communistes stalinisés et par la dégénérescence de la grande expérience bolchevique, qui évoluait à grands pas vers le capitalisme d'État. Un parti autonome de la classe ouvrière pouvait donc émerger au cours de la Deuxième Guerre impérialiste, et c'est ainsi que le Parti Communiste Internationaliste fut fondé en Italie en 1943.

La dégénérescence de la révolution russe et du Komintern

Le processus révolutionnaire qui commença en Russie par la victoire d'Octobre fut interrompu quand l'État russe se replia sur lui-même pour assurer la défense de ses fondements économiques capitalistes. L'isolement de la Russie soviétique provoqué par l'échec des vagues de lutte prolétarienne dans les principaux pays européens marqua donc un point d'arrêt. Cette expérience a montré définitivement aux marxistes que le socialisme dans un seul pays est impossible. Aucun État socialiste ou révolutionnaire ne peut se maintenir en dehors d'un processus révolutionnaire international actif.

Cette conclusion ne signifie pas que, dans le cas où une insurrection prolétarienne aurait triomphé dans un pays en particulier, le pouvoir ne pourrait en aucun cas être prolétarien. Cette leçon dégagée de l'expérience implique en revanche qu'il serait impossible pour ce pouvoir naissant de se maintenir si des mouvements révolutionnaires ne triomphaient en même temps ailleurs en ouvrant la possibilité concrète d'entreprendre la construction de nouveaux rapports sociaux.

A partir de la seconde moitié des années 20, l'Internationale Communiste était complètement dominée par le parti russe. De ce fait, elle était devenue totalement inapte pour servir les intérêts stratégiques et tactiques de la classe

ouvrière internationale. Le potentiel révolutionnaire qui subsistait en Europe et en Chine était miné par les politiques du Komintern, dorénavant entièrement soumis aux besoins de survie de l'État-parti russe. En URSS même, l'involution du processus révolutionnaire mena à la consolidation sous Staline d'une dictature anti-ouvrière basée sur des rapports sociaux capitalistes.

Le développement d'un tel régime dans un pays aussi vaste que l'URSS favorisa sa réémergence comme puissance impérialiste. L'État stalinien et les divers partis nationaux-communistes prirent donc part à la guerre en Espagne puis à la Seconde Guerre mondiale en qualité de forces impérialistes. Après la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme russe s'empara des pays d'Europe de l'Est qui adoptèrent alors le modèle stalinien du capitalisme d'État. La signification de la faillite de la perestroïka puis de l'écroulement de ce bloc n'était donc pas que « l'État ouvrier » était allé au bout de sa dégénérescence. Ces événements prouvaient en réalité quelle était l'ampleur de la crise capitaliste au sein de la plus faible des « superpuissances ».

La Chine

Un processus différent conduit en Chine à des résultats identiques : un capitalisme d'État qui, encore aujourd'hui, recherche quel est son véritable rôle à l'intérieur du système d'alliance international de l'impérialisme. La différence essentielle dans l'histoire chinoise réside dans l'absence de révolution prolétarienne similaire à l'Octobre russe de 1917.

L'histoire du présent régime chinois débute en effet par la défaite tragique du mouvement prolétarien de Canton et de Shanghai en 1927. Elle fut suivie d'une guerre nationale conduite par un bloc de classes dans lequel la paysannerie servait de troupes de choc, et connut son dénouement avec l'établissement d'un régime sous les auspices staliniens, fondé sur le même type de rapports capitalistes d'État hautement centralisés.

Le régime chinois rompt avec la sphère d'influence russe dans les années 60 sous la bannière du néo-stalinisme, pour se réorienter au cours des années 70 vers les États-Unis. Ces deux mouvements apparemment contradictoires découlent de tentatives pour maintenir le contrôle de l'économie et encourager l'accumulation de capital. Au total, la Chine n'a jamais représenté un pouvoir prolétarien, l'idéologie maoïste n'étant rien de plus qu'un moyen pour embrigader les masses afin qu'elles sacrifient leurs intérêts au bénéfice du capital national.

Parti, État et classe : les leçons de la contre-révolution

L'expérience de la contre-révolution oblige les révolutionnaires à approfondir leur compréhension des problèmes reliant l'État, le parti et la classe. Le rôle joué par l'ancien parti révolutionnaire dans la contre-révolution russe a mené de nombreux prétendus révolutionnaires à rejeter complètement l'idée même d'un parti de classe. Cependant, la question n'est pas aussi simple qu'ils l'affirment.

Le parti de classe est indispensable à la lutte révolutionnaire du prolétariat car il est l'expression politique organisée de la conscience de classe. Il rassemble la partie la plus avancée de la classe ouvrière, convaincue du besoin de s'organiser pour la défense du programme d'émancipation du prolétariat jusqu'à ce que la classe tout entière parvienne au renversement du capitalisme. Par définition, le parti révolutionnaire sera toujours une minorité du prolétariat tandis que le programme communiste qu'il défend ne peut avoir pour acteur que la classe ouvrière dans son ensemble.

Durant la révolution, le parti lutte pour la direction politique en propageant son programme dans les organes de masse de la classe ouvrière. La conscience révolutionnaire ne peut se développer pleinement qu'avec l'activité du parti. Mais l'expérience russe est là pour démontrer que même le parti de classe le plus avancé ne peut jouer son rôle dans la révolution s'il se retrouve isolé des soviets (ou

des organes de masse similaires de la classe ouvrière). Les soviets sont l'expression du pouvoir politique de la classe ouvrière (la dictature du prolétariat). Leur déclin et leur marginalisation de la vie politique en Russie furent le symbole de l'étranglement du jeune État soviétique par la contre-révolution capitaliste. Le pouvoir qui était resté aux mains des commissaires bolcheviques se rapprochait de la forme du pouvoir d'État capitaliste, à mesure que ces commissaires s'isolaient de la classe ouvrière épuisée et décimée.

Dans la future révolution mondiale, le parti international s'efforcera d'orienter le mouvement de la classe exclusivement à travers les organes de masse et encouragera le développement de ces organes. Il n'y a cependant aucune garantie formelle de victoire et le parti révolutionnaire ne peut se contraindre par avance, en érigeant mécaniquement des barrières inspirées par la peur de la défaite. Ni le parti ni les soviets ne sont en eux-mêmes une assurance définitive face à la contre-révolution. La seule garantie de victoire est la conscience de classe des masses ouvrières elles-mêmes, ainsi que l'extension continue de la révolution internationale.

L'Internationale révolutionnaire

Le parti de classe - ou les organisations politiques qui le précèdent - comprend la partie la plus consciente du prolétariat qui se regroupe pour défendre le programme d'émancipation de la classe ouvrière tout entière. En utilisant les instruments du marxisme, le parti tire les leçons politiques de l'expérience historique de la classe afin d'élaborer ce programme et définit une stratégie et des tactiques qui lui correspondent. Le futur parti mondial œuvrera pour soustraire les masses aux diverses influences réactionnaires qui dominent encore la classe ouvrière en la divisant et en entretenant le nationalisme. Lorsque les masses ouvrières - sous la pression des contradictions matérielles de la crise globale du capitalisme - apparaîtront une fois de plus sur la scène de l'histoire en opposition à leurs exploiters, le parti trouvera les conditions pour remplir pleinement ses

principales tâches. Il s'agira pour lui de gagner les masses au programme communiste et de conquérir la direction politique de la lutte, afin de la mener au renversement révolutionnaire de l'État capitaliste.

La révolution ne peut donc avoir lieu si l'organisation révolutionnaire - c'est-à-dire l'Internationale jouant son rôle d'avant-garde de la classe - ne s'est pas préalablement développée et préparée à l'assaut frontal contre les ennemis politiques du programme révolutionnaire. Nous rejetons par conséquent les schémas qui reportent la fondation du parti au cours de la révolution elle-même, ou bien qui réduisent les tâches du parti à la propagande, à « prêcher » la révolution.

Les forces politiques prolétariennes ont la responsabilité de jouer un rôle organisateur. Cependant les circonstances concrètes dans lesquelles elles se trouvent, limitent leur capacité à influencer les larges masses. Au cours de l'époque impérialiste, la domination bourgeoise sur la société s'est raffinée et déployée jusqu'à englober presque tous les aspects de la vie. Les formes les plus poussées de concentration des moyens de production, entre les mains du capital financier impérialiste, autorisent une domination politique et idéologique sans précédent de la bourgeoisie. Ce que Marx a affirmé il y a plus d'un siècle est plus vrai que jamais :

À toute époque, les idées de la classe dominante sont les idées dominantes ; autrement dit, la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est en même temps la puissance spirituelle dominante. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose en même temps, de ce fait, des moyens de la production intellectuelle, si bien qu'en général, elle exerce son pouvoir sur les idées de ceux à qui ces moyens font défaut. Les pensées dominantes ne sont rien d'autre que l'expression en idées des conditions matérielles dominantes, ce sont ces conditions conçues comme idées, donc l'expression des rapports sociaux qui font justement d'une

seule classe la classe dominante, donc les idées de sa suprématie.

L'Idéologie allemande (1845-1846), trad. Maximilien Rubel, Louis Évrard et Louis Janover, in Marx, *Philosophie*, Folio essais, 1994, pp. 338-339.

Dans une situation de paix sociale, en particulier dans les centres impérialistes où la domination bourgeoise est plus étendue et avancée, le prolétariat est soumis au poids de l'idéologie et des organisations bourgeoises. Cette réalité implique en retour une claire distinction entre le prolétariat pris dans son ensemble et l'expression politique de la lutte historique de cette classe : le parti communiste. L'emprise idéologique et politique de la bourgeoisie ne saurait être ébranlée qu'à la faveur des périodes de crise économique et sociale. Jusqu'alors, le programme révolutionnaire et les organisations politiques qui le portent ne peuvent exister que dans l'état d'une séparation contrainte d'avec la classe. Aucun acte volontariste ni aucun expédient organisationnel ne peuvent supprimer cette séparation.

Néanmoins, le cycle d'accumulation qui commença après la Deuxième Guerre mondiale touche maintenant à sa fin. Le boom d'après-guerre a depuis longtemps laissé la place à une crise économique globale. Une fois encore, l'alternative entre guerre impérialiste et révolution prolétarienne est à l'ordre du jour de l'histoire et impose aux révolutionnaires partout dans le monde la nécessité de resserrer leurs rangs. A l'époque du capital monopoliste mondial, aucun pays ne peut échapper aux forces qui conduisent le capitalisme à la guerre. La tendance inéluctable du capitalisme à se diriger vers la guerre se matérialise aujourd'hui par l'attaque généralisée contre les conditions de vie et de travail du prolétariat. Les conditions matérielles de la lutte internationale du prolétariat contre ses exploités sont donc

réunies. La révolution communiste elle-même est devenue nécessaire en même temps que possible. En revanche, l'Internationale révolutionnaire fait toujours défaut pour préparer un tel affrontement.

Les démonstrations précédentes mettent en évidence qu'il est temps de travailler activement à la construction du parti révolutionnaire international. Combattre la soumission de la classe ouvrière aux forces de la réaction et de la guerre est la tâche qui doit être prise à bras le corps, en tenant compte des modestes forces révolutionnaires actuelles. Il est donc incontournable que ces forces parviennent à s'organiser et à se centraliser à l'échelle internationale. Le processus menant à la transformation des luttes fragmentaires d'aujourd'hui, appuyées par des forces révolutionnaires dispersées dans le monde, aux batailles politiques et militaires du parti révolutionnaire international de demain, exige le maximum d'efforts de la part des communistes pour assurer l'homogénéisation politique et l'adhésion de nouveaux et nouvelles membres.

La dissolution des différentes organisations «nationales» et régionales sera l'aboutissement de leur activité menée en commun et de leur accord sur une plate-forme et un programme pour la révolution, permettant de fonder le parti international du prolétariat. La TCI a pour objectif de jouer un rôle moteur dans la coordination et l'unification de ces organisations. Ses statuts serviront de base à l'homogénéisation organisationnelle pour parvenir, à terme, à la dissolution des différentes organisations membres et leur centralisation dans une structure véritablement internationale. La TCI aura alors terminé la tâche qu'elle s'était donnée.

TCI, Février 2020